



LIMINAIRE AU CTL DU VAUCLUSE du 07 janvier 2019

Avignon, le 07/01/2019

Monsieur le Président,

Avec un taux de participation de plus de 80 %, les agents de la DDFIP de Vaucluse ont clairement exprimé leur attachement aux organisations syndicales. La légitimité des élus ne souffre d'aucune ambiguïté.

Le présent CTL marque, pour les représentants des personnels, l'ouverture d'une nouvelle mandature dans laquelle, ils comptent tenir pleinement leur rôle et exigeront toute la considération que leur statut d'élu leur confère.

Nous avons alerté la Direction générale et le ministère, à plusieurs reprises et de manière solennelle, sur la situation dans les services de la DGFIP. Au plan local, nous avons tout particulièrement attiré votre attention sur l'accueil assuré par les SIP et les trésoreries ainsi que sur les charges excessives qui pèsent sur les agents.

Dans un mouvement social inédit et tendu, au travers duquel l'administration fiscale est particulièrement visée, les questions de justice sociale et fiscale se posent cruellement.

Le PAS est désormais en vigueur. L'impréparation, les applications défailtantes, la tension liée à l'actualité, le manque de personnel, les déclarations incongrues et mensongères du ministre de l'action et des comptes publics- qui ferait mieux de se taire - mettent en danger les agents qui sont depuis longtemps en première ligne.

Les fonctionnaires que nous sommes ne sauraient servir de boucs émissaires de la politique menée par ce gouvernement.

Pour nous, cette mise en danger constitue un risque psychosocial majeur que nous vous signalons officiellement au travers de ce propos liminaire.

NOUS N'ACCEPTONS ET N'ACCEPTEONS PLUS QU'UN SEUL AGENT DE LA DDFIP SOIT MENACÉ DE QUELQUE MANIÈRE QUE CE SOIT DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS ! NOUS VOUS RAPPELONS QUE VOUS ÊTES, M LE PRÉSIDENT ET DDFIP DU VAUCLUSE, RESPONSABLE DE L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE ET MORALE DES AGENTS PLACÉS SOUS VOTRE AUTORITÉ.

Dans ce contexte, les plus de 2 130 suppressions d'emplois entérinées lors du CTR du 21 décembre sont inacceptables au regard de l'augmentation continue des charges de travail et alors qu'en 2017, près de 400 000 heures de travail gratuit ont été exécutées par les personnels, ce qui représente au bas mot l'équivalent de plus de 250 ETP. Et encore, ces heures grises ne sont que partiellement mesurées.

Pire encore, la DGFIP se permet d'aller au-delà du PLF en inventant le système du « rebasage », lui permettant de supprimer 130 postes supplémentaires !

Pas de doute, pour le directeur général, nous sommes vraiment trop nombreux dans les services de cette administration...

LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS DOIVENT CESSER ET UN PLAN DE RECRUTEMENT À LA HAUTEUR DES ENJEUX DOIT ÊTRE DÉCIDÉ.

Il convient de constater encore une fois que les suppressions d'emplois portent sur les agents qui exécutent le travail plutôt que sur ceux qui réfléchissent à l'exécution du travail. Il est à noter que sur les quatre années précédentes, le nombre d'AFIPA, d'IP et d'IDIV a crû quand dans tous les autres grades, il a chuté et plus largement chez les catégories C et B. Il y a là comme une anomalie !!!!!!!

Cette anomalie se retrouve dans le résultat des élections professionnelles où la montée du corporatisme d'un côté, la désaffection des agents de l'autre côté de l'échelle hiérarchique signifient une rupture profonde du corps social qui est désormais entérinée. Une partie de l'encadrement supérieur a clairement fait son choix, celui de participer activement à la destruction des missions de la DGFIP, privilégiant ses propres intérêts plutôt que ceux du service public et de l'intérêt général.

La direction générale accompagne ce mouvement, c'est indéniable, quand certains responsables locaux démarchent carrément les collectivités pour les inciter à créer des agences comptables !

VOUS ÉTIEZ NOS ADVERSAIRES, VOUS ÊTES EN TRAIN DE DEVENIR NOS ENNEMIS, SI VOUS NE L'ÊTES PAS DÉJÀ !

Au plan local, ce sont 20 suppressions de postes supplémentaires qui viennent enrichir une cohorte déjà insupportable pour tous les agents et tous les services. Et ce, sans occulter tous les emplois non pourvus (plus de 20 après le mouvement local de septembre 2018) qui viennent appauvrir les services et rendre les conditions de travail encore plus intolérables. A plusieurs reprises nous vous avons alerté sur la situation des services, et quels que soient les métiers, le constat est le même : charges excessives, travail dans l'urgence, retard considérable, informatique surchargée et ralentie, instabilité permanente et pour les agents démotivation, tension et surmenage, aucune reconnaissance, ...etc ...

La DGFIP et ses agents subissent depuis de trop nombreuses années l'exemplarité de Bercy. Leur engagement, leur conscience professionnelle ne sont jamais récompensés.

Au cours de ce CTL, les représentants du personnel refuseront de discuter de la ventilation des suppressions d'emploi et vous laissera en porter la pleine et entière responsabilité. Nous n'avons pas été élus pour négocier le poids des chaînes ! Nous sommes farouchement opposés au dépeçage de la DGFIP et de la DDFIP du Vaucluse en particulier.

De plus, vous avez déjà entériné les décisions de ce CTL avec les chefs de services.

Nous contestons encore une fois votre manière de faire, qui place les représentants des personnels devant le fait accompli, d'autant plus que vos choix étaient connus de tous bien avant la communication officielle des documents de travail le 28 décembre dernier.

Nous constatons amèrement la valeur de vos engagements précédents : les suppressions de postes dans les trésoreries de Vaison la Romaine et de Bollène en sont un exemple frappant! La « pause de respiration » dont bénéficiait ces trésoreries suite à la professionnalisation de la mission hospitalière du nord Vaucluse fut de bien courte durée... Et que dire des postes supprimés dans les services qui devront faire face à l'augmentation prévisible et déjà constatée de leurs charges de travail à cause du PAS ?

De plus, si les documents ont bien été transmis encore une fois pile poil dans les délais réglementaires, il n'en demeure pas moins qu'avec un pont imposé par la Direction de 4 jours, et la convocation du CTL le premier jour de la fin des vacances scolaires, il ne reste que 3 jours effectifs de préparation, qui plus est, forcément pendant ces mêmes vacances.

En conséquence, et sans être vulgaire, nous constatons que votre conception du dialogue social apaisé et constructif que vous appelez de vos vœux, peut être qualifiée de foutage de gueule !!!!

Après ce tableau bien sombre et un avenir encore plus sombre, nous vous sommons de choisir votre camp. Votre devoir n'est pas d'accompagner le dépeçage et la destruction de notre outil de travail, mais celui de tirer la sonnette d'alarme et de dire comme nous au DG et aux ministres :

TROP C'EST TROP ! ET NOUS DISONS STOP !